

Richard Bergeron, chroniqueur urbain  
Ici Radio-Canada Première 95,1 FM, émission Le 15-18

## COVID-19 : L'impact sur les finances municipales\*

Chronique du 26 mai 2020

Le 14 avril dernier, j'ai présenté une chronique dans laquelle j'avancais que la Ville de Montréal, comme vraisemblablement toute autre ville, sortirait financièrement gagnante de la pandémie actuelle. Rappelez-vous les chiffres très estimatifs que j'avancais :

- Des revenus en baisse de 50 M \$ (manque à gagner);
- Des dépenses moindres à hauteur de 150 M\$;
- Pour un **avantage budgétaire net de l'ordre de 100 M\$**.

Mon argument principal, lors de ma chronique du 14 avril, était que dans le contexte d'une crise économique limitée dans le temps, **les revenus des municipalités sont relativement protégés du fait qu'ils reposent à hauteur de 80 % sur les valeurs foncières et sur des contributions gouvernementales normées :**

### Trois démentis en cascade

Dès le lendemain, soit le 15 avril, **j'étais démenti** par la mairesse Plante, qui appelait les gouvernements fédéral et provincial à la rescousse. La mairesse estimera ensuite que la pandémie se traduira cette année par un manque à gagner de 538 M\$ pour la Ville de Montréal, disant engager dans l'immédiat des compressions de 124 M\$.

Dix jours plus tard, le 24 avril, j'étais une **seconde fois démenti** par la *Fédération canadienne des municipalités*, la FCM, qui évaluait entre 10 et 15 G\$ les pertes financières que la pandémie pourrait infliger aux villes canadiennes. Conséquemment, la FCM réclamait à Ottawa une aide de 10 G\$, répartie comme suit :

- 7,6 G\$ à être directement versés aux villes;
- 2,4 G\$ à celles qui exploitent des réseaux de transport collectif.
- Bref, l'heure serait grave pas seulement pour Montréal mais bien pour toutes les villes canadiennes.

Le **troisième démenti** vint le 4 mai, par le biais d'un article de La Presse signé Kathleen Lévesque dont le titre était sans équivoque : ***Les grandes villes du Québec en surchauffe budgétaire***. Je me dois d'en reprendre ici l'entame :

*« Les finances des 10 plus grandes villes du Québec ont été prises d'assaut par le coronavirus : dépenses supplémentaires, revenus de tarification en chute libre et, surtout, un trou béant dans le financement des transports collectifs. L'équilibre budgétaire auquel est tenu le monde municipal ne tient plus ».*

- Cette fois, c'est tout particulièrement pour les grandes villes du Québec que l'on précise combien l'heure serait grave

**J'aurais donc eu tout faux** dans ma chronique du 14 avril dernier ?

Je vous propose d'y regarder de plus près, à partir des informations sur les 10 plus importantes villes du Québec présentées dans l'article de Kathleen Lévesque.

## Villes diverses, réactions diverses

J'identifie 5 types de réactions de la part des administrations municipales des 10 plus grandes villes du Québec face à l'impact budgétaire de la pandémie :

- Villes « ***pas de problème significatif*** »
- Villes **financièrement prudentes** (modèle fourmi)
- Ville « ***poursuite de son agenda politique*** »
- Ville « ***on prend et assume ses responsabilités*** »
- Villes **financièrement imprudentes** (modèle cigale)

Pour mieux comprendre ce qui va suivre, on s'aidera du tableau produit en annexe.

### 1) Villes « ***pas de problème significatif*** »

Les villes de **Sherbrooke, Saguenay, Lévis et Trois-Rivières** confirment que la pandémie COVID-19 aura très peu d'impact sur leur budget 2020 :

- Ces villes ont en commun d'estimer entre 0,8 % et 1,2 % la diminution de leurs revenus découlant de la pandémie :

J'imagine que la question qui leur fut posée fut :

- « *La pandémie va-t-elle entraîner pour vous des pertes de revenus ?* »
  - « *Oui, des manques à gagner de plusieurs millions de dollars* » fut-il répondu;
- Il semble toutefois que la question réciproque ne fut pas posée :
  - « *À combien évaluez-vous les économies que la pandémie va vous permettre de réaliser ?* »
- Tout indique que les indiscutables économies déjà réalisées du fait du confinement suffiront à combler la faible diminution – 0,8 à 1,2 % je le rappelle – des revenus prévus aux budgets 2020 de ces villes;
- Du reste, aucune de celles-ci n'a à ce jour annoncé de compression des dépenses :
  - Dans le pire des cas, des mesures légères suffiront à rééquilibrer le budget,
- Si d'aventure l'on avait déjà réalisé que, pour peu qu'elle ne s'étire pas sur des années, la crise du COVID-19 sera financièrement avantageuse pour sa ville :
  - **On peut compter sur les maires et mairesses de ces villes pour ne pas le crier sur les toits.**

Enfin, ce qui vaut pour ces villes de plus de 100 000 habitants vaut pour pratiquement toutes les villes québécoises de moindre taille.

## 2) Villes financièrement prudentes (modèle fourni)

Un principe élémentaire de bonne gestion consiste à amasser des surplus les bonnes années, pour ne pas «... *se trouver fort dépourvu lorsque la bise sera venue* » :

- **Laval** et **Terrebonne** sont les deux seules parmi les 10 principales villes à avoir fait montre de cette attitude responsable ;
- Il est à noter qu'à **Laval**, on ne paraît pas s'inquiéter de la réduction des revenus de la société de transport collectif locale, la STL :
  - Faut dire que le maire évoque des surplus accumulés s'élevant à pas moins de 500 M\$ !

## 3) Ville « *poursuite de son agenda politique* »

Le singulier réfère ici à **Gatineau**, dont le maire préside le **Caucus des grandes villes** au sein de l'**Union des municipalités du Québec** (UMQ).

Le maire Pednaud-Jobin parle d'une diminution annuelle des revenus pouvant atteindre 35 M\$, **imputable pour une large part au transport collectif** :

- Tout en ne disant rien des économies réalisées depuis le début de la crise;
- Et en n'évoquant aucune mesure de réduction des dépenses d'ici la fin de l'année.

En lieu et place, le maire Pednaud-Jobin ressasse la complainte traditionnelle à l'effet que le monde municipal du Québec « *est pris avec une fiscalité préhistorique* » :

- Non seulement le maire Pednaud-Jobin poursuit-il simplement un agenda politique sans lien avec la crise du coronavirus;
- Mais encore fait-il la démonstration qu'il n'a pas compris combien cette « *fiscalité prétendument préhistorique* » protège les villes face à ce type de crise.

## 4) Ville « *on prend et assume ses responsabilités* »

Confrontée à la crise du coronavirus, **Québec** fait nettement bande à part :

- Mise à pied de 2 000 employés, pas moins de 27 % des effectifs de la Ville, dès la troisième semaine de mars;
- Le maire Labeaume a invoqué deux motifs justifiant cette mesure :
  - La **non-nécessité** de ces employés, puisque beaucoup de services et d'activités municipales sont en arrêt forcé du fait du confinement généralisé;
  - L'**équité** envers les citoyens qui ont eux-mêmes perdu leur emploi et qui paient les salaires des employés de la Ville.

- Il est à noter que les employés temporairement mis à pied ne se retrouvent pas sur le carreau puisqu'ils ont droit à la **Prestation canadienne d'urgence** :
  - Laquelle est toutefois plafonnée à 500 \$ par semaine;
  - Soit l'équivalent annuel de 26 000 \$... sans doute nettement moins que les salaires réguliers perçus par les employés concernés;
  - Ce dont on déduit que le maire Labaume a pris soin de ne toucher à aucun employé municipal bénéficiant d'une protection syndicale blindée.
- Remarquons par ailleurs que par ces mises à pied temporaires, le maire Labeaume :
  - Force en quelque sorte le gouvernement fédéral à subventionner **sans délais** la Ville de Québec pour l'aider à traverser la crise;
  - Ceci sans avoir à **déchirer sa chemise sur la place publique**.
- Notons enfin qu'à **Québec** comme précédemment à **Laval**, on ne paraît pas s'inquiéter de la réduction des revenus de la société de transport collectif locale, le **RTC**.
- Je vois une bonne raison à cela :
  - Considérant que les salaires représentent 50 % des dépenses municipales;
  - Au terme de deux mois de mise à pied de 2 000 de ses employés, cette seule mesure a à ce jour permis à la Ville de Québec d'économiser 26 M\$.
- D'ailleurs, quelqu'un a-t-il entendu le maire Labaume se plaindre au cours des deux derniers mois ?

## 5) Villes financièrement imprudentes (modèle cigale)

### 5,1) Longueuil

La mairesse de **Longueuil, Sylvie Parent** :

- N'évoque aucune économie résultant de la pandémie;
- Non plus qu'aucune compression envisagée des dépenses;
- Pressant plutôt les gouvernements à lui venir en aide;
- À défaut de quoi, elle annonce dès aujourd'hui « **des hausses de taxes importantes** » en 2021.

Je ne ferai ici aucun commentaire : ceux qui me viennent à l'esprit seraient trop désobligeants pour la mairesse Parent.

## 5,2) Montréal

Dernier mais pas la moindre, **Montréal**. La mairesse **Valérie Plante** dit et répète que le budget 2020 de sa ville fait face à un manque à gagner de pas moins de 538 M\$.

Pour se mettre en contexte, on se souviendra de la sévérité avec laquelle j'ai jugé le budget de la Ville de Montréal au moment de sa présentation, en novembre dernier :

- Malgré des revenus excédant de 150 M\$ ce qui était prévu au budget 2019, on prévoyait dégager un surplus d'à peine 10 M\$ en fin d'année;
- Ce qui m'avait fait dire : ***l'argent entre à flots, l'argent sort à flots;***
- Et me désoler que l'on n'ait pas mis à profit une année aussi exceptionnelle sous l'angle des revenus pour alimenter une réserve en cas de coup dur.

Le coup dur nous est tombé dessus sous la forme de la pandémie COVID-19 :

- « ***La cigale ayant chanté tout l'été...*** »
- La mairesse Plante peut-elle nous dire pourquoi elle n'a pas tout de suite pris des mesures financières plus énergiques ?
- Pourquoi, à la limite, n'a-t-elle pas suivi l'exemple donné par Régis Labeaume ?
  - Les justificatifs invoqués par lui ne valaient-il pas pour Montréal ?
  - La mairesse a plutôt choisi de ne se défaire d'aucun des 28 000 employés de la Ville... des 38 000 si l'on ajoute le personnel de la STM.
  - Après ces deux premiers mois de pandémie, la Ville de Montréal, :
    - Même calculé au plus serré<sup>1</sup>, aurait épargné 60 M\$;
    - Plutôt 100 M\$ si l'on tient compte des personnels surnuméraires;
    - Voire jusqu'à 125 M\$ si l'on inclut la STM.
- Il est tellement plus facile d'appeler à l'aide les gouvernements supérieurs.

Ici comme ailleurs au Canada, on invoque que ce déficit appréhendé serait pour une part importante, pouvant aller jusqu'à la moitié, imputable au transport collectif, en l'occurrence à la **Société de transport de Montréal**. Mais encore :

- La STM ne dispose-t-elle pas de son propre budget et de son propre conseil d'administration, apte à prendre les décisions qui s'imposent face à toute situation susceptible de se présenter ?
- Notamment, la STM ne pouvait-elle mettre à pied temporairement aucun de ses plus de 10 000 employés ;
  - Quand son offre de services était réduite de 50 %, son achalandage de 90 % ?

---

<sup>1</sup> Au budget 2020, tableau 139 en page 222, la Ville annonce une rémunération globale de ses employés de 1 838 M\$, sans compter les cotisations de l'employeur aux régimes de retraite et autres charges sociales, dont continueraient de bénéficier les employés concernés.  $1\ 838\ \text{M}\$ * 20\ \% / 12\ \text{mois} * 2\ \text{mois} = 60\ \text{M}\$$ .

## Conclusion

Je ne suis pas dupe des larmoiements actuels en provenance de certaines municipalités. Concernant Montréal, je ne change rien à mes conclusions du 14 avril dernier :

- La mission principale de la Ville doit présentement être de sauver d'une faillite probable plusieurs centaines de petits commerces sans lesquels Montréal ne serait simplement plus Montréal;
- À cette fin, la Ville doit d'urgence et **en toute transparence** réaménager son budget 2020 de sorte à créer un fonds d'aide de l'ordre de 100 M\$;

Somme qui pourrait être utilisée pour opérationnaliser le **Droit de préemption des locaux commerciaux**, si ce n'est leur **acquisition directe sur un marché déprimé**, tel que l'ont récemment proposé à l'unanimité les membres de la **Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation** de la Ville (voir ma chronique du 7 mai).

## Informations divulguées à ce jour (5 mai 2020) relativement à l'impact de la pandémie COVID-19 sur les finances des villes du Québec

	Budget 2020		Diminution annuelle des revenus estimée à ce jour		Total	Proportion de la diminution annuelle estimée des revenus		Diminution des dépenses à ce jour	Mesures envisagées d'ici la fin de l'année budgétaire
	A	B	C	D		E = D / A	F		
1	Montréal <sup>1</sup>	6 170	269,0	269,0	538,0	8,7%	Inconnu	Économies de 3,1% exigée des arrondissements et aide gouvernementale demandée	
2	Québec	1 550	Inconnu	Inconnu	NSP	NSP	Inconnu	Mise à pied de 2 000 employés, 27% des effectifs, dès la troisième semaine de mars	
3	Laval	921	Inconnu	Inconnu	NSP	NSP	Inconnu	La ville dispose de 500 M\$ de surplus accumulés	
4	Gatineau <sup>2</sup>	652	9,8	25,2	35,0	5,4%	Inconnu	Le maire demande une réforme fiscale	
5	Longueuil	447	7,0	18,0	25,0	5,6%	Inconnu	Hausse de taxes évoquées par la mairesse pour 2021	
6	Sherbrooke	337	2,8	Inconnu	2,8	0,8%	0	Fermeture envisagée des piscines municipales, et autres mesures légères	
7	Saguenay	360	« Plusieurs millions de dollars »		NSP	NSP	Inconnu	Non précisée par la mairesse, qui parle toutefois de crise grave	
8	Lévis <sup>3</sup>	256	3,0	Inconnu	3,0	1,2%	Inconnu	Le maire dit s'inquiéter de la capacité de payer des contribuables	
9	Trois-Rivières <sup>4</sup>	285	3,5	Inconnu	3,5	1,2%	Inconnu	Budget sous contrôle, assure le maire	
10	Terrebonne	250	Inconnu	Inconnu	NSP	NSP	Inconnu	Le maire dit qu'il équilibrera le budget en utilisant les surplus accumulés	

Note 1 : La mairesse Plante indique que la moitié du manque à gagner sera imputable au transport collectif : la répartition 50% - 50% a été retenue.

Note 2 : Dans ce cas, la répartition connue de la diminution des revenus à Longueuil est appliquée, pour pallier au fait qu'elle n'est pas précisée par le maire.

Note 3 : Le DG parle de 2 à 4 millions : la moyenne de ces deux chiffres a été retenue.

Note 4 : Le maire parle d'un manque à gagner de 2 à 5 millions : la moyenne de ces deux chiffres a été retenue.

Sources : 1) Article de Kathleen Lévesque, La Presse +, 4 mai 2020 et 2) Concernant Sherbrooke, Journal de Montréal, 6 mai 2020.